

Communiqué de presse du Cédpa - 25 février 2014

Notre Dame des Landes, c'est toujours non !

Ce 24 février, les élus du Cédpa viennent de réitérer leur demande de rendez-vous à Monsieur le Préfet, en attente depuis fin novembre. Pour évoquer le fond du dossier et lui faire part de leur mécontentement sur la manière dont le débat avec la Direction Générale de la Direction civile a été biaisé, mais aussi pour lui demander confirmation des propos qu'il semble avoir tenus en conférence de presse à la suite de la manifestation de samedi.

En effet, dire que les opposants dont nous sommes doivent « cesser d'être la vitrine légale d'un mouvement armé » est non seulement ridicule mais aussi insultant. Nous avons appelé à la manifestation populaire du 22 février et nous ne le regrettons pas. Nous ne sommes pas responsables des échauffourées qui ont eu lieu, car nous ne sommes pas, jusqu'à preuve du contraire, chargés du maintien de l'ordre. Certes, nous condamnons les actes de vandalisme mais, dans le même temps, nous avons de nombreuses interrogations sur la manière dont la Préfecture a observé et laissé faire ces débordements.

Opposés à la construction de cet aéroport pour des raisons économiques et écologiques, nous avons toujours travaillé avec le souci de la transparence et dans la recherche de la vérité. Nous sommes bien obligés de constater aujourd'hui que ce n'est pas ce qui préside au pseudo dialogue mis en place par le Premier Ministre et le Ministre des Transports. Nous entendons aujourd'hui que les partisans de l'aéroport voudraient justifier le début des travaux par les débordements de samedi ! Les dégâts - réels et choquants - ne peuvent valoir justification pour faire disparaître irrémédiablement une zone humide remarquable pour réaliser un équipement inutile. Nous ne nous laisserons pas enfermer dans ce piège et continuerons à faire toute la vérité sur les mensonges et les faux arguments qui fondent aujourd'hui la « vérité officielle » du projet d'aéroport.